

La « crise gazière » que subit l'Allemagne relance le débat sur l'avenir de ses centrales nucléaires

Alors que la Russie a réduit de 40 % ses livraisons de gaz, Berlin a déclenché le second niveau d'alerte du plan d'urgence gaz et s'interroge sur l'avenir des trois derniers réacteurs nucléaires.

Par [Cécile Boutelet](#) – 23 juin 2022

L'Allemagne est-elle à la veille d'une nouvelle révolution énergétique ? Toutes les certitudes sont en tout cas en train de basculer depuis que la Russie a réduit de 40 % ses livraisons de gaz. Le pays en est fortement dépendant pour sa consommation et sa production. Jeudi 23 juin, le ministre de l'économie et du climat, l'écologiste Robert Habeck, a déclenché le second niveau d'alerte du plan d'urgence gaz, qui en compte trois. Cela implique un régime de rationnement plus sévère, afin de privilégier le remplissage des réservoirs, en prévision de l'hiver.

« *La situation est tendue. Nous sommes dans une crise gazière* », a déclaré le ministre. Celle-ci devrait prendre toute son ampleur à partir de l'automne, avec des conséquences massives sur l'économie. Le spectre d'une rupture des approvisionnements en énergie est réel : les réservoirs de gaz ne sont actuellement remplis qu'à 58 %, selon le dernier bilan de l'agence allemande des réseaux. C'est insuffisant pour couvrir les besoins cet hiver, notamment dans l'industrie, alors que les ménages sont prioritaires. Depuis quelques jours, le risque d'une grave récession est ouvertement évoqué.

Le ministre avait déjà déclenché, dimanche 19 juin, un premier plan de rationnement. Celui-ci prévoit notamment que, pour économiser le gaz et remplir les réservoirs, la production électrique issue des centrales à gaz (10 % du bouquet électrique) sera réduite, le manque étant remplacé par... un usage plus intensif des centrales à charbon. Pour les Verts, la décision de recourir davantage au minerai noir, très polluant et émetteur de gaz à effet de serre, a été « *douloureuse* », a concédé M. Habeck, mardi 21 juin, lors d'un discours devant la Fédération de l'industrie allemande.

Les cartes sont rebattues

Quelques heures plus tôt, devant le même public, c'est le ministre des finances, le libéral Christian Lindner, qui avait levé un autre tabou : celui de la prolongation des trois centrales nucléaires encore en fonctionnement en Allemagne, qui doivent en principe être arrêtées à la fin de l'année. Dans son discours, il a appelé à un débat « *ouvert et non idéologique* » sur la question, face à la crise énergétique. Il ne s'agit pas, a-t-il dit, de surmonter un hiver seulement, mais d'assurer la sécurité énergétique du pays « *ces trois à cinq prochaines années* », pendant lesquelles le gaz sera plus rare qu'auparavant et les prix de l'électricité élevés. Le chef de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), Friedrich Merz, qui n'a jamais pardonné à Angela Merkel la sortie anticipée de l'atome, défend également cette idée.

Prolonger ou non le nucléaire est sans doute la question politique la plus clivante pour la coalition au pouvoir, composée des sociaux-démocrates (SPD), des Verts et des libéraux du FDP. Ces derniers, proches des milieux d'affaires, sont traditionnellement plutôt en faveur du nucléaire. Le refus de cette énergie est au contraire une des convictions fondatrices du parti écologiste. Le consensus sur la question énergétique qui a prévalu en Allemagne ces dix dernières années était que le gaz russe, bon marché, moins polluant que le charbon et dont l'approvisionnement était considéré comme très sûr, était l'idéal pour accompagner la transition vers la sortie du nucléaire et du charbon et la progression du renouvelable. L'agression de Moscou contre Kiev a fait voler en éclats le bien-fondé de cette approche et rebattu les cartes du débat.

La prolongation des derniers réacteurs en activité a donc été abordée par le gouvernement dès le déclenchement de la guerre en Ukraine. Les deux ministres compétents – celui de l'économie et celui de l'environnement, tous deux dirigés par des écologistes – avaient cependant écarté l'idée d'y recourir, au motif que les risques juridiques et techniques étaient largement supérieurs aux gains attendus à court et moyen terme. C'est également l'opinion du chancelier Olaf Scholz, qui privilégie le développement des renouvelables, les seuls à même, estime-t-il, d'assurer au pays une réelle souveraineté énergétique.

Si le débat sur le nucléaire a repris outre-Rhin, personne ne conteste que les obstacles à la prolongation des dernières centrales sont nombreux. Une première difficulté est l'absence de base juridique : une prolongation décidée en catastrophe nécessiterait une modification d'ampleur du droit et de la réglementation actuels. Le combustible est le second problème : il faut normalement douze à dix-huit mois pour en obtenir, un des principaux fournisseurs du pays étant... la Russie. Quant à l'examen de sécurité des réacteurs restants, qui étaient censés fermer pour toujours, il pourrait également prendre des mois.

Les risques économiques ne sont pas non plus négligeables : toute compagnie énergétique acceptant de faire fonctionner une centrale nucléaire dans ces conditions, si elle a toujours les compétences en interne, s'expose à des menaces sur son image, pour un gain financier probablement minime.

« Chaque kilowattheure compte »

Une option avancée serait de réduire dès cet été la production d'électricité des trois centrales restantes, afin que le combustible puisse être utilisé plus longtemps, jusqu'au printemps 2023. Un délai supplémentaire qui permettrait de décider d'une éventuelle prolongation, suggère Veronika Grimm, membre du conseil économique du gouvernement.

Reste que l'avantage énergétique obtenu serait probablement faible, reconnaissent même les experts proches des milieux d'affaires interrogés : le nucléaire ne couvre plus que 6 % de la production d'électricité outre-Rhin. Le pays a moins un problème d'électricité qu'un problème pour se chauffer. Le gaz, utilisé directement pour le chauffage des bâtiments et les procédés industriels comme dans la chimie, garantit, lui, un tiers de l'énergie primaire consommée dans le pays. Impossible, à court terme, de convertir ces processus à l'électricité.

A Berlin, le ministre de l'économie a donc enjoint à l'industrie et à la population de baisser leur consommation. « *Chaque kilowattheure compte* », a-t-il averti.